

Une pénurie récurrente des intrants agricoles (page 3)



Les problèmes liés aux semences et fertilisants persistent malgré les dépenses onéreuses de l'Etat en intrants agricoles.

ECONOMIE



Approvisionnement en devises

Diversifier les produits d'exportation pour améliorer ... (page 3)

ENVIRONNEMENT



Construction des digues

La construction des digues de protection sur la rivière Rusizi ... (page 4)

SANTÉ



Soins de santé

L'accès aux soins de santé n'est pas à la portée de toutes les bourses (page 9)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Une économie en mode ralenti



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication.

encore une fois les ménages. Ces derniers constituent la première unité de production une économie dépendante de l'agriculture.

Le ministre des Finances concède que les dépenses en devises augmentent exponentiellement alors que les recettes d'exportation stagnent. Les données sur le commerce extérieur montrent que la valeur des exportations des produits Burundais a fortement chuté au début de cette année. Cela étant, le pays dépense plus de 100 millions USD par mois pour financer ses importations alors que les recettes d'exportation oscillent autour de 17 millions USD par mois.

Le ministre des Finances Audace Niyonzima, nous a lancé un défi. Il invite tout un chacun à contribuer pour rééquilibrer la balance commerciale. Pour sauver l'économie au bord du gouffre, l'urgence est de diversifier les produits d'exportation. Le Burundi exporte essentiellement le café, le thé, l'or et les produits manufacturés. Cependant, le pays dispose d'un large éventail de produits potentiellement

exportables. Il suffit d'une bonne planification et d'un ciblage des marchés.

Pour le moment, il y a un hic au niveau du rapatriement des devises issues des exportations. Lors de la 1ère édition du forum national sur le développement, les panélistes ont encouragé le gouvernement en bon père de famille des aides pour gagner la confiance des partenaires. Ils ont également suggéré la suppression de la prime de change entre le marché parallèle et le marché officiel. Sinon il y aura toujours des spéculations autour des devises. Apparemment, nous sommes loin de la cible, la valeur du billet vert reste élevée. Les récentes interventions de la Banque centrale sur injonction du gendarme du système financier international n'ont pas du tout réussi à stabiliser le marché de change.

Ce ne sont pas les bons discours néocolonialistes ou panafricanistes qui vont nous sortir du pétrin. A la base, il faut des stratégies commerciales efficaces. Le pays a beau investir dans les politiques agricoles, mais il faut bien planifier

en ciblant les filières stratégiques. La nationalisation de la filière café peine à produire les effets escomptés. Quatre ans après, les autorités se plaignent toujours de l'interférence des opérateurs privés dits intermédiaires sur la chaîne de valeur. L'Office de Développement du Café (ODECA) dont la mission est de redynamiser la filière n'y voit que du feu. Il est curieux de constater qu'un meilleur café du monde n'attire pas autant grand monde. Le pays doit investir dans la promotion des produits labélisés burundais. Nous devons en finir avec les croyances populaires comme quoi a la qualité s'achète. Par contre, il faut un bon plan marketing pour une grande visibilité de nos produits à l'international via les publicités sur les grandes chaînes de télévision, les magazines spécialisés et la communication événementielle.

Le pays peut également compter sur son industrie minière et manufacturière. Pour gagner le pari, le pays doit peaufiner des accords bilatéraux avec les pays qui ont déjà fait des preuves dans l'exploration des ressources naturelles. A ce sujet, la présidente Tanzanienne s'est

dit ouverte pour une coopération minière avec le Burundi. De cette coopération, les lamentations sur la signature des contrats biaisés dans le domaine minier pourront s'estomper. Et le pays va en profiter pour une renégociation avec les multinationales œuvrant dans le secteur minier.

En attendant le développement d'autres cultures de rente (noix de cajou, huiles essentielles...), le pays peut exporter les produits horticoles et halieutiques. Les opérateurs économiques doivent profiter les infrastructures de conservation. Sinon, à quoi sert le terminal frigorifique si le pays ne peut pas exporter les produits frais. Le potentiel est là et il revient au gouvernement d'en profiter pour asseoir une politique des exportations des biens et services bien pensée. Pour y parvenir, il est indispensable de créer une agence de promotion d'exportation. Cette dernière aura la lourde responsabilité de promouvoir les exportations avec un positionnement continu et durable du pays dans le système commercial multilatéral et sous-régional.

La pénurie chronique de devises freine le développement. Le pays peine à sortir du marasme économique. Les réformes économiques initiées jusque-là tardent à se concrétiser. Le Burundi affiche une balance commerciale très déficitaire. La crise des devises affecte d'une manière ou d'une autre les conditions de vie des citoyens. Personne n'est à l'abri. La hausse généralisée des prix des produits de première nécessité y compris les médicaments fragilise

COOPERATION

L'économie burundaise face aux chocs extérieurs

Le dynamisme économique reste entravé par des chocs et divers défis. Le pays connaît des pénuries de carburant, une faible disponibilité des devises pour les importations et une persistance des pressions inflationnistes et une prime élevée sur le marché des changes parallèle. Les services du FMI dressent un bilan prometteur du programme élargi de réformes macro-économiques visant à relever l'économie

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Mme Mame Astou Diouf, cheffe de mission pour le Burundi, a séjourné à Bujumbura du 25 au 29 septembre 2023 et a mené du 2 au 4 octobre des discussions virtuelles avec les autorités burundaises sur les évolutions macro-économiques récentes et les avancées vers les objectifs du nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), lit-on dans un communiqué du 5 octobre 2023.

Les entretiens menés au cours de la mission ont porté sur les récentes évolutions macro-économiques et les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics, les avancées dans la mise en œuvre de l'agenda de réformes du programme FEC ainsi que sur les perspectives macro-économiques et les actions



Dans le cadre de l'arrangement au titre de la FEC, les autorités burundaises se sont engagées à mettre en œuvre un programme élargi de réformes macro-économiques visant à relever les principaux défis économiques.

planifiées à court terme, a déclaré Mme Diouf à l'issue de la mission.

Une reprise de la croissance économique

D'après le FMI, la croissance économique devrait s'accroître en 2023 par rapport à 2022 (1,8 %), sous l'impulsion des secteurs secondaire et tertiaire. L'économie burundaise continue à se redresser peu à peu. Toutefois, cette croissance est ralentie par des chocs.

Les effets néfastes de l'arrivée tardive des pluies de la fin de l'année 2022 se sont répercutés sur les récoltes de 2023. De plus, le commerce et la distribution des produits agricoles à l'intérieur du pays ont été entravés par des pénuries de carburant causées par une disponibilité limitée des devises. Les hausses de prix à la pompe effectuées en juillet et en septembre 2023 et celles du volume importé de carburant ont permis d'établir des prix à la hauteur des

coûts de revient du carburant et de pallier les pénuries.

Une inflation alimentaire rampante

Les pressions sur les prix se sont poursuivies, tirées par les prix des produits alimentaires. L'inflation moyenne s'est établie autour de 29 % sur la période de janvier à août 2023, malgré un léger ralentissement entre mars et juillet. Les effets bénéfiques de la nouvelle récolte agricole sur les prix ont été contrebalancés par les prix élevés des importations dus à la guerre en Ukraine et à des facteurs intérieurs, apprend-on dans le communiqué.

Les réserves en devises ont continué à diminuer, s'établissant à 59,7 millions de dollars (environ 0,5 mois d'importations) à mi-septembre (contre 1,3 mois d'importations à la fin mars 2023). Les experts du FMI associent cette situation au coût élevé des importations et au report des exportations d'or. Le

déficit a été couvert par une hausse des transferts de fonds privés et le premier décaissement du FMI au titre de la FEC.

Une dévaluation qui peine à donner des résultats

Il y a trois mois, la Banque centrale a dévalué la monnaie burundaise pour casser l'écart entre le marché officiel et le marché parallèle. Par contre, les services du FMI estiment que ce système financier fait preuve de résilience même si la prime reste élevée.

D'après le communiqué du FMI, la dépréciation de 38 % du taux de change nominal effectuée par la banque centrale le 4 mai 2023 a temporairement réduit la prime sur le marché des changes parallèle. Toutefois, alors que cette prime était d'environ 42 % le 4 mai, elle a augmenté depuis (à environ 57,4 % à fin septembre).

Quid des réformes en cours ?

Dans le cadre de l'arrangement au titre de la FEC, les autorités burundaises se sont engagées à mettre en œuvre un programme élargi de réformes macro-économiques visant à relever les principaux défis.

Le FMI encourage la poursuite de la consolidation budgétaire entamée

avec l'exercice budgétaire 2023/24. Elle est concrétisée par des mesures d'accroissement des recettes et la restriction des dépenses courantes, tout en préservant les dépenses sociales et l'investissement public efficient. Ce qui permettra de réduire la dette publique à moyen terme.

De plus, la Banque centrale s'est engagée à re-calibrer les politiques monétaire et extérieure afin de reconstituer les réserves de change et d'améliorer l'efficacité du marché des changes. Ces mesures de rééquilibrage consistent essentiellement à libéraliser le marché des changes et à resserrer la politique monétaire et à limiter le financement monétaire du budget. Elles contribueront à endiguer les pressions inflationnistes. Il est prévu également des réformes de la gouvernance et des réformes structurelles pour créer un environnement des affaires favorable à une croissance tirée par le secteur privé, riche en emplois et inclusive.

Bref, les services du FMI précisent que l'agenda de réformes du Burundi vise à favoriser la reprise économique après les chocs que l'économie a subis dernièrement, à rétablir la viabilité extérieure et à renforcer la viabilité de la dette, tout en créant de l'espace budgétaire pour permettre une croissance soutenue et inclusive.

Benjamin Kuriyo

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 12 Octobre 2023		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2821	2867
Euro	3000	3048
Shi. Kenyan	18,9315	19,2369
Shi. Tanzanien	1,1242	1,1423
Shi. Ougandais	0,7519	0,7640
Fr Rwandais	2,3153	2,3527

Sources : BRB/www.brb.bi

Diversifier les produits d'exportation pour améliorer l'approvisionnement en devises

Un grand écart de plus d'un milliard 250 millions USD a été constaté entre la valeur des importations et la valeur des exportations l'année dernière. Cependant, pour assurer la couverture en termes des devises, le pays a besoin de 105 millions USD par mois. D'où une nécessité d'augmenter les exportations, d'améliorer le climat de la coopération, d'exploiter les minerais...

Selon Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique, la valeur des importations est estimée en 2022 à 1 milliard 260 millions USD tandis que la valeur des exportations est estimée à 208 millions USD. C'était lors de l'émission publique du 6 octobre 2023.

Pour le ministre ayant les finances dans ses attributions, pour couvrir les importations, le pays a besoin de 105 millions USD par mois. Pourtant, explique-t-il, le pays tire des exportations environ 17 millions USD par mois.

Et de faire remarquer : « En 2022, le café et le thé ont procuré au pays 76 millions USD. Ce qui n'aide pas à payer les importations ». Il déplore que nous consommons plus que nous ne produisons. D'ailleurs, témoigne M.Niyonzima, en 2021, la valeur des importations était estimée à 1 milliard 75 millions USD, soit environ un surplus annuel de

200 millions USD. Une situation qui peut arriver même en 2023.

M.Niyonzima indique qu'il existe des difficultés de s'approvisionner en devises. Les sources de ces devises sont, d'après toujours lui, les projets de développement, le marché noir, les aides, les prêts, les exportations... Et de renchérir : « Pour avoir des devises, il faut diversifier les produits d'exportation, apaiser le climat de la coopération... ».

Cependant, le pays dépense beaucoup de devises dans les contributions dans les organisations internationales, dans le paiement de la dette extérieure...

Un sous-sol source des devises, mais sous-exploité

A l'occasion de l'émission publique, Ibrahim Uwizeye, ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines a rappelé que le pays possède un potentiel minier riche. Il a cité notamment le nickel latéritique et le nickel sulfureux.

Pour lui, les études estiment à 150 millions de tonnes le nickel de Musongati dans la province de Rutana, 46 millions de tonnes le nickel de Nyabikere dans la province de Karusi, 35 millions de tonnes le nickel de Waga dans la province de Gitega.

Et de renchérir : « Il existe également du vanadium dans le pays. Les études préliminaires évaluent à 9



Les devises proviennent des projets de développement, du marché noir, des aides, des prêts, des exportations...

millions de tonnes de ce métal d'une importance primordiale » avant de rappeler que des gisements d'or sont éparpillés dans le pays.

M.Uwizeye indique qu'il existe aussi la colombo-tantalite, c'est-à-dire le coltan, le wolframite et le tungstène appelés souvent 3Ts

dans différentes provinces et des concentrés de terres rares de Gakara évalués à environ 256 mille tonnes. En plus des minerais ci-haut cités, on trouve également du phosphate, du kaolin, de la bicarbonate...

Tirer profit du secteur minier, est-ce pour demain ?

Le ministre en charge des mines fait remarquer que les minerais ne sont pas comme le manioc ou les patates douces qu'on cultive saisonnièrement.

Pour ce qui est des minerais, ceux exploités ne peuvent pas régénérer. Il confirme que l'Etat est le propriétaire des mines et carrières. Ce qui fait que si ceux-ci ne sont pas exploités convenablement, c'est le citoyen qui perd. C'est d'ailleurs dans le but de profiter des ressources minières que les contrats des sociétés telles que Rainbow Mining Burundi (exploitant les terres de Gakara en province de Bujumbura), Tanganyika Mining exploitant l'or de Cimba dans la province de Cibitoke, African Mining Limited exploitant l'or de Muhwazi dans la province de Muyinga et Ntega Mining Burundi exploitant le coltan de Runyankenzi dans la province de Kirundo ont été suspendus. Cela afin de négocier des contrats gagnant-gagnant.

Afin de tirer donc profit du secteur minier, M. Uwizeye annonce qu'un nouveau code minier a été récemment promulgué. Les investisseurs dans le secteur sont invités à venir signer de nouveaux contrats bénéfiques non seulement pour eux, mais aussi pour le citoyen.

Mélance Maniragaba

AGRICULTURE

Vers la mise en place d'une industrie semencière ?

La saison culturale 2024A débute avec des défis de taille. La cherté et la rareté des semences hantent le secteur agricole. Pire encore, les riziculteurs demeurent sceptiques sur l'efficacité des fertilisants. Les autorités rassurent qu'elles vont investir dans l'industrie semencière locale et privilégier les résultats des études sur la qualité des engrais

Le gouvernement est satisfait du fait que la population s'attèle aux activités agricoles, y compris pendant la saison sèche. Il encourage les agriculteurs à préparer davantage la saison culturale 2024 A qui commence pour booster la production agricole. Le Premier Ministre Gervais Ndirakobuca invite les agriculteurs à diversifier les cultures pour maximiser le rendement. Cela permettra non seulement de lutter contre l'insécurité alimentaire, mais aussi de dégager un surplus commercialisable et générer des revenus pour les ménages.

Il s'agit d'un bon slogan s'il est accompagné par des actes concrets. Le pays fait face à une pénurie récurrente de semences sélectionnées en dépit de politiques adoptées pour promouvoir le secteur. Chaque retard enregistré dans la distribution des semences et des fertilisants subventionnés affecte les récoltes. Les agriculteurs demeurent perplexes sur l'approvisionnement en intrants agricoles.



La question des fertilisants se pose toujours avec acuité d'autant plus que leur insuffisance en qualité et en quantité se répercute sur les prix des denrées alimentaires.

Mieux vaut tard que jamais !

Au début de la saison culture 2024 A, il a été constaté un retard dans la distribution des semences importées. Par conséquent, certains agriculteurs se sont tournés vers le marché noir pour s'approvisionner à plus chers. Le nouveau ministre de l'Agriculture tient à rassurer l'opinion que le gouvernement s'est saisi de la question. Prosper Dodiko renseigne que des fonds ont été décaissés pour acheter les semences en trois lots dont un lot pour la saison culturale C et deux lots pour la saison en cours. A en croire Dodiko, les dernières cargaisons ont été acheminées vers les provinces

de l'intérieur du pays le week-end dernier.

Pour pallier à la pénurie récurrente des semences, le gouvernement souhaite investir dans l'industrie semencière locale. L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) développe déjà des semences de maïs appelés maïs composite et d'autres semences agricoles autochtones. Le ministre Dodiko annonce également la création d'une société de production des semences pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. « Nous sommes en discussion avec une compagnie étrangère qui a déjà accepté de créer une filiale à Bujumbura. En outre, le pays a déjà acquis des semences parents –

étape indispensable pour lancer la production locale des semences », se réjouit-il.

La question des fertilisants FOMI refait surface

La question des fertilisants se pose toujours avec acuité d'autant plus que leur insuffisance en qualité et en quantité se répercute sur les prix des denrées alimentaires. Pourtant, l'Etat engage des fonds conséquents (255 milliards de FBu cette année) pour répondre aux besoins des producteurs. Ces derniers restent sur leur soif. Lors de l'émission publique tenue à Gitega, les riziculteurs de la plaine de l'Imbo ont remis en cause la qualité des fertilisants. Ils se sont interrogés si le gouvernement fait toujours confiance à la société FOMI d'autant plus que le ministère de l'Agriculture encourage l'utilisation de l'urée en substitution à l'engrais FOMI-Totahaza.

L'ex-directeur de la fertilisation récemment promu au poste de ministre de l'Agriculture fait savoir qu'il n'y a pas de torchon qui brûle entre FOMI et le gouvernement. Pour preuve, c'est la même société qui est en train de distribuer les fertilisants à l'échelle nationale. Mais cela n'empêche pas de revoir certaines choses, nuance-t-il. Prosper Dodiko affirme que la décision de remplacer l'engrais Totahaza par l'urée pour la riziculture a été motivée par une étude sur les formules de fertilisation. Les résultats de cette étude sont sans équivoque : pour avoir une production du riz à l'hectare, il faut au moins appliquer 163 kg d'urée nécessaire pour fournir 75 kg d'azote. Par contre, en utilisant les fertilisants FOMI, il faut appliquer presque le double

de cette quantité, soit 300 kg de l'engrais Totahaza par hectare. Ce qui est avantageux est d'utiliser moins de fertilisants, mais avec une teneur élevée en azote, tranche-t-il.

Cela étant, les informations fournies par FOMI via son site montrent que Totahaza est un engrais organo-minéral riche en substances azotées. Il serait conçu et produit pour les céréales et les légumineuses. Sa teneur en éléments nutritifs renseigne que l'azote est à 21%, le potassium à 8%, le calcium à 4% et le magnésium à 2%. Totahaza est aussi un engrais complémentaire à FOMI-Imbura.

Des dépenses onéreuses en intrants agricoles

Les problèmes liés aux semences et fertilisants persistent malgré les dépenses onéreuses de l'Etat en intrants agricoles. Au cours de cet exercice budgétaire, il est prévu un projet d'appui au développement de l'industrie semencière pour 9 milliards de FBu. Cette année, la subvention des semences sélectionnées va coûter à l'Etat plus d'un milliard de FBu.

Le gouvernement hausse le ton. En septembre dernier, lors d'une réunion avec les chefs des bureaux provinciaux de l'agriculture, un des cadres de la société FOMI qui œuvre dans la fabrication et la distribution des fertilisants a évoqué un problème de manque de devises et des pannes techniques. Un motif balayé d'un revers de la main par le chef du gouvernement. Le représentant de FOMI et son équipe se sont vu chasser de la salle de réunion avant que cette dernière ne prenne fin.

Benjamin Kuriyo

La construction des digues de protection sur la rivière Rusizi reléguée aux oubliettes

Désormais, les digues de protection ne seront pas construites sur la rivière Rusizi pour protéger les victimes des inondations des zones Gatumba et Kajaga comme prévu. Cela s'annonce au moment où il y aura de fortes précipitations jusqu'au mois de décembre 2023 selon l'IGEBU

Le gouvernement ne va pas construire des digues de protection sur la rivière Rusizi. Cela a été précisé par Gervais Ndirakobuca, premier ministre de la République du Burundi lors de l'émission publique tenue le 7 octobre 2023. Ndirakobuca a expliqué que la construction de ces digues a été proposée par les partenaires au développement pour maîtriser les inondations à Gatumba et à Kajaga.

Ils disaient que ces inondations sont causées par le débordement de la rivière Rusizi. Pourtant, Ndirakobuca indique qu'il a été constaté que la construction des digues de protection n'est pas une solution efficace aux inondations récurrentes dans ces zones, car ce phénomène est lié en grande partie à la montée des eaux du lac Tanganyika.

Si les eaux de ce réservoir d'eau douce montent, celles de la rivière Rusizi manquent où couler et c'est dans ce sens que les zones Gatumba et Kajaga sont souvent inondées chaque fois qu'il pleut. Pour cela, Ndirakobuca indique que le gouvernement va délocaliser tous les habitants dont les quartiers



Désormais, les digues de protection ne seront pas construites sur la rivière Rusizi pour protéger les victimes des inondations des zones Gatumba et Kajaga comme prévu.

sont assiégés par les eaux comme solution efficace dans l'optique de les protéger.

Pourtant, Anicet Nibaruta, directeur général de la protection civile et président de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes avait annoncé ces derniers jours qu'un montant de 350 000 USD est disponible pour construire ces digues.

Il a fait remarquer que l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) a accepté de venir en aide à ces victimes des inondations en facilitant les travaux de construction de ces digues. «380 ménages de sinistrés recevront chacun une somme de 525 mille BIF pour leur permettre d'aller chercher des maisons à louer ailleurs pour 3 mois», a-t-il précisé.

Des digues de protection sur un linéaire de 2 Km

Il a ajouté que cela facilitera les travaux de construction d'une digue le long de la rivière Rusizi. «L'eau aura reculé et, pour la digue, le PNUD a promis de s'occuper des travaux de sa construction. Ce sera une digue de 2 km de part et d'autre de cette rivière avec une hauteur

de 2 m et une largeur de 6 m. Les habitants de Kinyinya à Gatumba et Kigaramango seront protégés contre les inondations», a fait savoir Nibaruta avant d'ajouter qu'il a indiqué que le problème se pose dans les quartiers de Mushasha I et Mushasha II où les inondations sont dues à la montée des eaux du lac Tanganyika. Si l'eau ne recule pas, il a souligné que les habitants de ces quartiers seront installés dans des sites de déplacés.

De fortes précipitations attendues

Cela est annoncé au moment où d'après les prévisions météorologiques de l'IGEBU, il pourra y avoir de fortes précipitations jusqu'au mois de décembre 2023 sur tout le territoire national, a indiqué Nibaruta mercredi le 27 novembre 2023.

Faisant suite à ces précipitations, Nibaruta demande à la population de se préparer en conséquence pour prévenir les inondations et les glissements de terrain qui sont légion dans notre pays. Les actions à mener sont entre autres le traçage des courbes de niveau, la plantation des arbres fixateurs, le curage des caniveaux, etc.

Notons que les habitants de la zone Gatumba ne digèrent pas l'intention de l'Etat de les délocaliser. Ils souhaitent seulement que l'Etat et ses partenaires construisent des digues de protection sur la rivière Rusizi.

Jean Marie Vianney Niyongabo

SOCIETE

Le commerce ambulante, un manque à gagner pour l'Etat

Tous les vendeurs errant dans les rues avec des marchandises sur la tête ou sur les épaules sont appelés à occuper les places qui leur sont attribuées dans les marchés. Les concernés affirment qu'ils y gagnent du pain, mais c'est une grande perte pour l'Etat, car ils ne paient pas les impôts

Le commerce ambulante se pratique dans différentes villes du pays y compris la ville de Bujumbura. Les femmes, les hommes, les enfants et les jeunes sillonnent les rues avec des marchandises sur la tête ou sur les épaules, entre autres les produits alimentaires, les produits de beauté, les chaussures, les habits...

Cependant, les autorités ne cessent pas d'empêcher ce genre d'activité mais en vain. Cette question a été adressée au ministre ayant l'intérieur dans ses attributions vendredi le 6 octobre 2023 lors d'une émission publique tenue dans la province de Gitega.

Martin Niteretse a précisé que le commerce ambulante se fait partout dans le monde, mais si et seulement s'il n'existe pas de stands disponibles. Il a ajouté que ces commerçants vendent moins cher par rapport à ceux qui sont dans les marchés.

Ainsi, le non paiement des impôts, le faible taux de la clientèle pour les commerçants œuvrant à l'intérieur des marchés sont parmi les raisons avancées par le ministre



Les vendeurs errant dans les rues avec des marchandises sur la tête ou sur les épaules sont appelés à occuper les places qui leur sont attribuées dans les marchés.

Niteretse pouvant provoquer le dysfonctionnement des activités et les pertes pour les commerçants qui occupent des places à l'intérieur des marchés.

Un business à problème

Les commerçants ambulants

expliquent que ce métier est plus bénéfique, car ils parviennent à satisfaire les besoins fondamentaux de leurs familles. Ils souhaitent savoir quoi faire pour assurer leur tranquillité et leur sécurité. «La police ne cesse pas de nous gifler et de rafler nos marchandises. Nous voulons savoir ce que nous pouvons

faire pour qu'ils nous laissent travailler avec aisance», indique Mme Evelyne, une vendeuse ambulante de Gitega.

A quand la solution ?

Ces vendeurs de rue se plaignent toujours. Ils indiquent qu'ils sont

perturbés de temps en temps par la police. Le ministre de l'intérieur leur demande d'occuper les places vides dans les marchés. «Ces commerçants ont déjà eu des places dans différents marchés. Malheureusement, ils ont refusé de les occuper. Pourtant, le commerce se pratique à l'intérieur des marchés. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils continuent à œuvrer dans l'anarchie. Qu'ils aillent exercer leur métier dans leurs stands respectifs comme tant d'autres commerçants».

Concernant les étrangers exerçant ce même métier dénommés Massaï qui vendent des chaussures, le ministre Niteretse a annoncé qu'ils ont trouvé que ces derniers ont une permission de travailler au Burundi, mais qu'ils doivent eux aussi disposer de places dans les marchés.

«Nous les avons rassemblés et annoncé à l'ambassadeur de la République Unie de Tanzanie au Burundi que le commerce dans les rues est inacceptable lorsqu'il y a des places non occupées dans les marchés. Nous lui avons demandé de les aider pour obtenir des adresses (stands) bien connues à Bujumbura ou à l'intérieur du pays afin qu'il y ait de l'ordre dans leurs activités».

Quiconque veut investir dans le commerce doit avoir une adresse connue ou une place dans les marchés pour éviter de l'anarchie.

Aline Niyibigira

Economie circulaire

Une stratégie pour valoriser les déchets plastiques

La société civile, les experts et les cadres de l'Etat demandent à la population de bien gérer les déchets plastiques, car ils sont très nuisibles à la santé et à l'environnement. Leur recyclage dans le cadre d'une économie circulaire est une nécessité pour gagner le pari

Les déchets plastiques constituent un grand danger non seulement pour l'environnement mais aussi pour la santé humaine et animale, alerte vendredi le 6 août 2023 Barnabé Ndayikeza, communicateur environnementaliste dans un atelier sur la gestion des déchets plastiques dans le cadre d'une économie circulaire. Les gens n'hésitent pas à les jeter partout.

Selon lui, les conséquences sont légion. Le consommateur ingère et inhale de microparticules de plastique et des substances toxiques associées. Il explique que l'ingestion peut être due au dépôt de produits chimiques présents dans le plastique sur les produits alimentaires ou à la contamination des eaux tandis que l'inhalation est due à un contact direct avec le produit plastique.

Ces risques concernent tous les individus, mais plus particulièrement les personnes exposées de façon prolongée sont notamment les travailleurs dans le domaine du plastique, les riverains des usines et les consommateurs quotidiens de produits plastiques. Les enfants, les nourrissons et les femmes enceintes sont plus particulièrement affectés.

Le plus inquiétant est que plus d'un milliard d'oiseaux et de mammifères marins meurent chaque année à cause de l'ingestion du plastique au niveau mondial. A Terre-Neuve, 100 000 animaux marins sont tués chaque année par l'ingestion du plastique.

Un cadre du ministère en charge de l'environnement n'y va pas par quatre chemins. Il déplore le fait que les gens jettent à l'aise les bouteilles plastiques dans la nature après leur utilisation. Le pire est que leur réutilisation est devenue récurrente. Les commerçants les réutilisent pour emballer certains produits tel que l'huile de palme et l'huile de coton.

Attention à la réutilisation des déchets plastiques !

Selon lui, cela constitue un grand danger, car quand la bouteille est ouverte, l'oxygène entre dedans et cela engendre des microplastiques. Et quand on les consomme, il y a risque d'attraper de graves maladies.

Selon Pierre Ntakiyiruta, professeur à l'Université du Burundi dans le département de Chimie, le pire est que quand ces bouteilles plastiques sont exposées au soleil, les microplastiques se dégagent en suffisance et se mêlent avec l'huile. Et quand la population en consomme, il y a risque d'attraper des maladies graves comme le cancer, etc.

C'est le même cas pour ceux qui consomment des produits emballés dans des bidons ou des assiettes en plastique. Selon Ntakiyiruta, le danger est imminent.



Barnabé Ndayikeza, communicateur environnementaliste : « Les déchets plastiques constituent un grand danger non seulement pour l'environnement mais aussi pour la santé humaine et animale ».

Il conseille alors les gens de penser à utiliser d'autres matériels comme les pots qui sont produits localement à base d'argile.

Claver Sibomana, professeur à la même université dans le département de Biologie ajoute que les déchets plastiques s'observent partout dans les caniveaux et dans la nature. La population ignore les effets de ces derniers. Ils sont jetés partout et la destination finale est le lac Tanganyika. Selon lui, les effets sont nombreux, car l'étude qui a été effectuée ces derniers jours montre qu'on trouve 10 000 microplastiques dans ce grand réservoir d'eau douce.

Des microplastiques retrouvés dans le corps humain

Ce qui est dangereux est que ces microplastiques se retrouvent par la suite dans le corps humain à travers les animaux aquatiques que nous mangeons. Il cite à titre illustratif certains poissons qu'on mange sans toutefois vider leur contenu stomacal. Selon lui, cela aggrave les cas de cancer.

Pour toutes ces raisons, ces professeurs d'université demandent à la population de changer de comportement. Ils suggèrent de pratiquer le tri sélectif pour faciliter la collecte de ces déchets et leur recyclage.

Un cadre de Kinju fait savoir que cette société a déjà constaté que la présence des déchets plastiques



Pierre Nduwayo, président de l'ABUCO-TI Burundi : « Je demande aux entreprises qui utilisent les bouteilles plastiques comme emballage de penser à les récupérer pour les recycler et faire des déchets plastiques une opportunité au lieu d'un défi ».

dans la nature constitue un grand danger pour la société et l'environnement. C'est pour cela que la société Kinju compte contribuer à la bonne gestion de ces déchets en les recyclant pour produire des pavés. « Nous essayons de les ramasser pour faire le concassage dans l'objectif de les valoriser. Pourtant, nous nous heurtons à grand problème, car nous trouvons que ces déchets plastiques contiennent beaucoup de sable. Pendant le broyage, les marteaux s'usent rapidement face au sable ».

La société Kinju compte installer des poubelles dans les cabarets et les restaurants

Pourtant, malgré ce défi, Kinju compte installer des poubelles dans tous les cabarets et restaurants pour faciliter la collecte de ces déchets et les recycler pour produire des pavés. Il précise qu'on va commencer par la ville de Bujumbura.

Jérôme Karimumuryango, responsable du projet de renforcement des capacités en



Les écologistes demandent au gouvernement de détaxer les équipements qui sont utilisés dans le recyclage des déchets plastiques.

gestion des produits chimiques et des déchets dans le cadre d'une économie circulaire au Burundi demande aux investisseurs de redoubler d'efforts dans la valorisation des déchets. Avec les déchets plastiques, on peut produire des pavés et d'autres objets qui peuvent générer des revenus. Il s'inquiète du fait que ce domaine reste embryonnaire.

Dans l'objectif d'inverser la tendance, Karimumuryango fait savoir que le projet qu'il chapeaute est en train de détecter les déchets recyclables et ceux qui ne le sont pas. Cela permettra aux investisseurs de se lancer dans un domaine qu'ils maîtrisent. D'autres actions à mener sont la mise en place d'un comité national, d'une stratégie nationale et d'un site web de gestion des déchets et des produits chimiques dans le cadre d'une économie circulaire.

Détaxation des équipements utilisés dans le recyclage des déchets plastiques, une nécessité

Regis Nimpagaritse, un jeune qui travaille à la Ceprotilic demande au gouvernement de détaxer les équipements qui sont utilisés dans le recyclage des déchets plastiques. Selon lui, la raison est que le coût de production des pavés est élevé. De plus, il demande à la population de développer la culture de la bonne gestion des déchets.

Il argue que Ceprotilic ne cesse de distribuer des poubelles pour faciliter la collecte des déchets plastiques, car elle en a besoin dans l'optique de les recycler pour produire d'autres objets. Pourtant, il s'inquiète que les gens mal intentionnés ont volé ces poubelles qui étaient en acier.

Pierre Nduwayo, président de l'ABUCO-TI Burundi demande aux entreprises qui utilisent les bouteilles plastiques comme emballage de penser à les récupérer pour les recycler et faire des déchets plastiques une opportunité au lieu d'un défi. Il remercie certaines sociétés qui produisent les pavés et les carreaux à partir des déchets plastiques, car cela rentre dans l'économie circulaire. « C'est un système qui prône le recyclage des matériaux déjà utilisés pour en produire d'autres. Au lieu de les jeter dans la nature, ils sont récupérés et recyclés. Et enfin, ils se retrouvent sur le marché », fait remarquer Nduwayo. Il demande alors aux opérateurs économiques d'investir dans l'économie circulaire, car celle-ci contribue beaucoup à la création de l'emploi et à l'augmentation des recettes de l'Etat.

Déogratias Nahumuremyi, directeur du développement industriel au ministère en charge de l'industrie salue l'initiative de l'Abuco-TI Burundi d'organiser cet atelier sur la gestion des déchets plastiques dans le cadre d'une économie circulaire. Selon lui, l'économie circulaire est le seul moyen efficace pour gérer les déchets plastiques. Il a conclu son propos en faisant savoir que le gouvernement réaffirme son engagement à appuyer tout acteur qui s'impliquera dans les activités de développement durable, car c'est une grande contribution à la mise en œuvre de la vision 2040 Burundi pays émergent, 2060 Burundi pays développé.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Partenariat BCB-LUMICASH

Avec BCB MUHIRA, la Banque est dans nos téléphones

Lancé d'abord en partenariat avec Ecocash, BCB MUHIRA est une plateforme qui facilite aux clients de la BCB d'avoir accès aux produits financiers à travers leurs téléphones mobiles. Pour renforcer cette plateforme, BCB a noué un partenariat cette fois-ci avec Lumicash, officialisé le 10 octobre 2023. Ce partenariat donne un coup de pouce à la politique du gouvernement sur l'inclusion financière

« Le partenariat que nous avons commencé avec Ecocash a été très apprécié par notre clientèle et la banque. Mais, seule, une partie de la clientèle était servie ; une autre partie utilisant Lumicash. C'est pour répondre à cette demande que nous venons d'ouvrir ce partenariat avec Lumicash pour pouvoir servir la totalité de la clientèle de la BCB », a expliqué Marina Clarisse Ingabire, Responsable du Département Monétique à la BCB.

« A l'heure actuelle, avec les téléphones mobiles nous ne sommes pas obligés de nous rendre à la banque pour retirer ou verser de l'argent sur son compte », a lancé Ange Mélissa Nishemewe, Directeur Commercial de Lumicash. Elle a expliqué que cela facilitera les clients qui sont éloignés de la BCB ou des bureaux de Lumicash.

La Responsable du Département Monétique à la BCB abonde dans le même sens. « A côté des 25 agences de la BCB réparties dans tout le pays, ce partenariat vient de nous permettre d'être encore plus proche de nos clients ». Elle ajoute : « Ces nouveautés ont été introduites pour faciliter le quotidien des clients ».



Le client aura accès à BCB MUHIRA qui va lui permettre d'effectuer des opérations de virement de son compte bancaire vers son compte électronique ou vice versa, retrait auprès des agents agréés par Lumicash, consultation de solde et avoir un mini-relevé bancaire.

Plus besoin d'aller faire la queue à la banque

Grâce à ce partenariat, le client aura accès à BCB MUHIRA qui va lui permettre d'effectuer des opérations de virement de son compte bancaire vers son compte électronique ou vice versa, retrait auprès des agents agréés par Lumicash, consultation de solde et avoir un mini-relevé bancaire.

Pour accéder à cette plateforme, il suffit d'avoir un compte à la BCB, un compte Lumicash et passer à l'agence de la BCB la plus proche pour remplir le formulaire de demande.

En plus de BCB Muhira, plusieurs autres services de Lumicash sont offerts dans toutes les agences de la BCB. Il s'agit du dépôt et du retrait sur des comptes électroniques, achats des unités de valeur (monnaie électronique) ou des unités de recharge. Cette fois-ci, ces services sont accessibles à tout le monde (clients et non clients de la BCB). Mme Marina Clarisse INGABIRE explique que le BCB est préparée à tous les niveaux pour mieux satisfaire la demande de ce service additionnel.

Avec cette technologie, l'argent est plus sécurisé

Des erreurs, il pourrait y en avoir

notamment se trompe sur le destinataire d'une transaction, l'oubli d'un code PIN, le vol d'un téléphone, etc. Prudence Nzimana, Responsable du Service clientèle à Lumicash explique qu'en cas d'erreur, ou de vol, le client doit se précipiter pour appeler le service clientèle afin de bloquer la transaction d'urgence. Le service clientèle est disponible tous les jours, 24h sur 24 pour accompagner les clients.

Toutefois, il n'exclut pas que d'autres soucis qui puissent survenir suite à l'imprudence des clients. Plus la technologie avance, plus les arnaqueurs s'adaptent, dit-il. Il conseille aux clients de prendre leurs téléphones portables comme

leurs biens privés. « A l'heure actuelle, un téléphone est comme une porte-monnaie ou un compte à la banque. Ils sont à la portée de leur propriétaire et sont consultés discrètement », dit-il.

M. Nzimana assure que « Cette technologie offre une sécurité garantie de l'argent des clients ».

Application MyBCB encore plus améliorée

En marge du lancement du partenariat entre la BCB et Lumicash, la BCB en a profité pour annoncer que l'application MyBCB qui offre les fonctionnalités suivantes : la consultation du solde et des mouvements sur le compte, virement de compte à compte, l'enrôlement sur BCB Muhira ; a été améliorée et va également donner la possibilité aux clients de la BCB de consulter tous leurs comptes, de demander un rendez-vous, un chéquier et d'introduire réclamation.

Plus important encore, l'application MyBCB, qui était uniquement accessible sur le web, est désormais disponible sur tout téléphone sans distinction aucune via le numéro court 201.

« Grâce à tous ces produits digitaux, vous comprenez que désormais, plus besoin d'aller à la banque pour vos transactions. Vous pouvez les effectuer partout et quand vous voulez, 24h sur 24 », a lancé Nicodème Kaburazosi, Directeur Appui à l'Exploitation à la BCB avant d'ajouter à l'endroit des clients : « Le meilleur est à venir pour faciliter le quotidien de notre clientèle ».

GOUVERNANCE

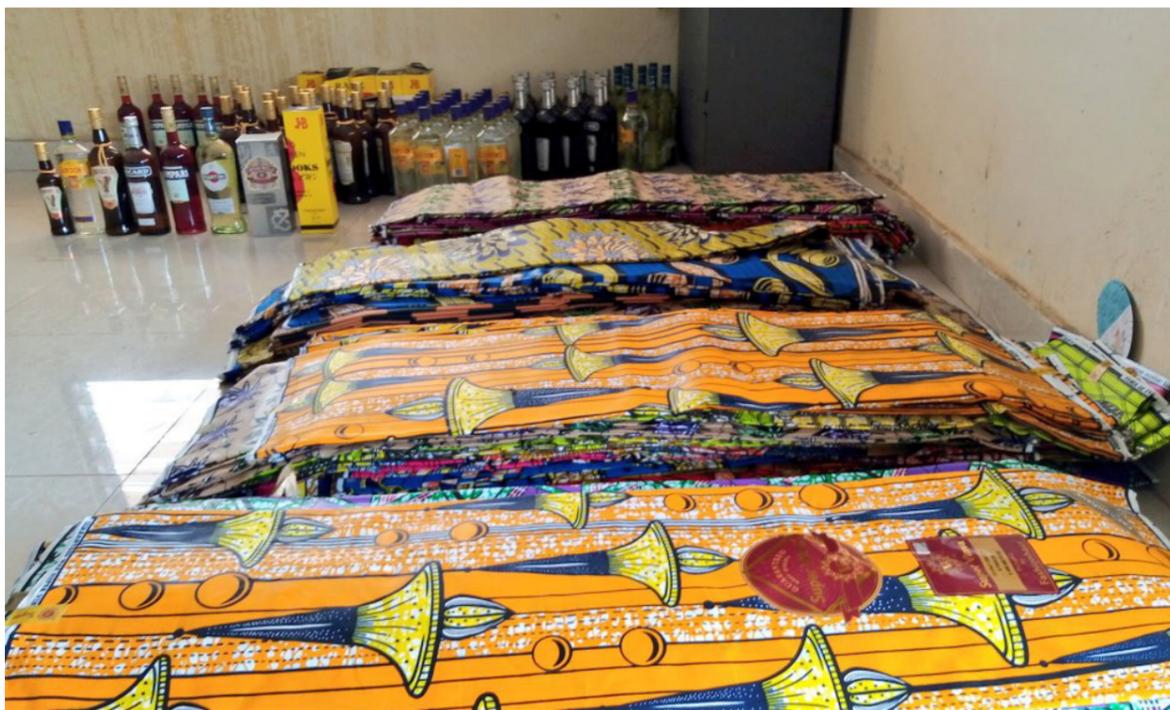
La passation du marché de fabrication des vignettes fiscales conforme à la loi

Le marché de la fabrication des vignettes fiscales a été donné conformément à la loi suivant l'entente directe. Il a été attribué à Hope Design, une entreprise locale, pour encourager les investisseurs locaux. Toutefois, des imperfections causées par les contrefacteurs ne manquent pas

Lors de l'émission publique du 6 octobre 2023, Audace Niyonzima, ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a précisé que les vignettes fiscales sont des insignes que l'Office Burundais des Recettes (OBR) met sur les marchandises pour lutter contre la fraude et la contrebande. Elles sont mises sur les pagnes, les vins, les liqueurs et les téléphones mobiles.

« Les vignettes fiscales portent des signes de sécurité. Ce qui nécessite plus d'attention dans leur fabrication », fait-il remarquer avant d'annoncer qu'auparavant, ces vignettes fiscales étaient fabriquées par une entreprise chinoise et que le marché était cher.

Et de renchérir : « Pour encourager les investissements locaux, le marché de fabrication des vignettes a été attribué à une entreprise locale dénommée Hope Design et le marché était moins cher comparativement



Pour encourager les investissements locaux, le marché de fabrication des vignettes a été attribué à une entreprise locale.

au marché chinois. Ce qui diminue les dépenses ».

Une attribution du marché respectant la législation

M.Niyonzima a rappelé que le

code des marchés publics en vigueur prévoit en son article 56 que les marchés peuvent exceptionnellement être passés selon la procédure de gré à gré ou d'entente directe.

Le marché de fabrication des

vignettes fiscales a été donc attribué à l'entreprise Hope Design selon la procédure d'entente directe. Cela surtout qu'il y a de mesures de sécurité à protéger. Et de témoigner : « L'entreprise Hope Design fabrique des vignettes fiscales de qualité ».

Les fraudeurs ne décolèrent pas

Quant à la contrefaçon des vignettes fiscales, M. Niyonzima a signalé que des actes d'incivilité ont été toujours constatés afin d'échapper à la fiscalité.

« Les vignettes fiscales fabriquées localement sont de bonne qualité. Malheureusement, les contrefacteurs essaient de les utiliser de nouveau ou de les photocopier pour seulement récupérer 490 FBu, soit la valeur d'une vignette fiscale. S'ils appliquent la vignette fiscale sur une marchandise qui devrait payer 10 mille FBu de taxes, vous comprendrez que le pays perd », informe le ministre en charge des finances avant d'annoncer que ceux qui piratent actuellement les vignettes fiscales le faisaient même avant quand le marché était dans les mains des chinois.

Le ministre en charge des finances reconnaît que des vignettes ont été volées à l'OBR. « Cependant, les employés de l'office et les commerçants soupçonnés de commettre cet acte ignoble sont dans les mains de la police pour enquête et procédure pénale », conclut-il.

Mélance Maniragaba

Gratuité des soins de santé pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes

Une politique non respectée dans certaines structures de santé

Au moment où certains patients se lamentent du fait que certaines structures de santé demandent de l'argent pour soigner les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, le premier ministre du Burundi Gervais Ndirakobuca leur demande de se ressaisir, car la politique de la gratuité des soins de santé pour ces deux catégories de patients reste encore de rigueur.

Lors de l'émission publique des membres du gouvernement tenue vendredi le 6 octobre 2023, le premier ministre Gervais Ndirakobuca a précisé que certains responsables des hôpitaux et des centres de santé ne cessent de détourner les fonds de l'Etat.

Ils affirment qu'ils ont soigné gratuitement les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes comme convenu alors qu'ils ne l'ont pas fait.

Selon Ndirakobuca, ces derniers présentent alors de fausses factures à l'Etat pour être payés. Il a ajouté qu'il y a même certaines structures de santé privées qui ont commencé à leur emboîter le pas en présentant de fausses factures à l'Etat.

C'est pour cette raison que les patients ne bénéficient pas de ces soins gratuits comme l'a annoncé



Le chargé de la communication de l'HMK balaie ces accusations du revers de la main. Selon lui, toute personne qui remplit les conditions exigées bénéficie des soins de santé gratuits.

l'ex-président feu Pierre Nkurunziza. Ils sont victimes du mauvais comportement de ces responsables des structures de santé.

Qu'ils se ressaisissent

C'est à cette occasion qu'il a rappelé à l'ordre ces derniers. Ndirakobuca répondait à la question du

journaliste qui lui demandait pourquoi certaines structures de santé refusent de soigner gratuitement les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes.

Les hôpitaux qui ont été pointés du doigt sont entre autres l'Hôpital Militaire de Kamenge et l'Hôpital Prince Régent Charles. Les patients contactés confirment que certains hôpitaux font payer de l'argent à cette catégorie de patients. A titre illustratif, à l'HMK, il y a des conditions exigées pour l'accueillir. On te demande de présenter l'attestation d'acte de mariage.

Si tu n'en disposes pas, il n'y a pas d'autres discussions. Tu paies les soins de santé à 100%. C'est pour cela que les patients se lamentent. Ils se demandent si l'Etat a suspendu la politique de la gratuité des soins pour cette catégorie de patients. Ils disent qu'en principe, les femmes devraient accoucher gratuitement et bénéficier des soins gratuits en cas de besoin. Même pour les enfants de moins de 5 ans.

L'HMK nie ces accusations

Le chargé de la communication de l'HMK balaie ces accusations du revers de la main. Selon lui, toute personne qui remplit les conditions exigées bénéficie des soins de santé gratuits.

Notons que le Burundi a adopté la politique de gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans depuis 2006.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ACTUALITE REGIONALE

La banane contribue au PIB de l'Ouganda à hauteur de 28%

L'actualité régionale de ce 579ème numéro de Burundi parle de la contribution de la culture de la banane au PIB de l'Ouganda à hauteur de 28%. Les déchets de cette culture deviennent par contre une opportunité. Le Kenya a, quant à lui, inauguré le 10 octobre MV Uhuru II, le premier navire-cargo construit localement tandis que 3 à 5 tonnes d'or ont été exportés en RDC de janvier au 30 septembre 2023

Selon Africa 24, plus de 75 % de la population ougandaise dépendent de la banane comme aliment de base. Celle-ci contribue à 28% au Produit Intérieur Brut (PIB) de ce pays. Ce médium indique que l'Ouganda est le deuxième producteur et consommateur de bananes au monde. Cela avec une production annuelle d'environ 10 millions de tonnes.

Par ailleurs, ce pays développe de nouvelles industries et technologies pour transformer les tiges de bananes en fibres pour des produits textiles et artisanaux durables.

« A chaque saison de récolte, les tiges de bananes sont jetées. Ce qui pose des problèmes environnementaux pour les cultivateurs de bananes. Pour améliorer ce processus, les petits producteurs de bananes ougandais se sont associés au secteur local de l'ingénierie non formelle pour développer une machine à extraire les fibres. Ce qui facilite le traitement des fibres de banane », lit-on dans Africa 24.

La production de bananes en



Le MV Uhuru II, premier navire-cargo construit localement au Kenya a été inauguré ce mardi 10 octobre 2023 par le président William Ruto.

Ouganda augmente au fil des ans. Elle est passée de 6,5 tonnes métriques en 2018 à 8,3 tonnes métriques en 2019. Les cultivateurs bénéficient de revenus accrus grâce au recyclage de leurs déchets de bananes et produisent plus de 30 000 pieds carrés de tapis chaque année. Cela au moment où les artisans locaux testent les moyens de transformer la fibre de banane en extensions capillaires biodégradables et en textiles

semblables au coton, appropriés pour l'habillement et l'industrie de la mode.

Le Kenya inaugure MV Uhuru II, d'une capacité de 1800 tonnes

« Le MV Uhuru II, premier navire-cargo construit localement au Kenya a été inauguré ce mardi 10 octobre 2023 par le président William Ruto.

Long de 100 mètres, il présente une jauge brute de 1800 tonnes et peut transporter jusqu'à 22 conteneurs et 2 millions de litres de pétrole brut par voyage », écrit Agence ecofin.

Celle-ci signale que le projet a été réalisé sur le chantier naval de Kisumu avec un budget estimé à 2,4 milliards de shillings kenyans. Il a bénéficié de l'assistance technique du constructeur néerlandais Damen. Le MV Uhuru II va être exploité sur

les cours d'eau intérieurs du pays et ceux régionaux.

La construction du navire a été initiée pour compléter les capacités des pavillons nationaux face à la croissance des expéditions de fret vers les pays voisins enclavés. Ce qui renforcera notamment la chaîne d'approvisionnement de l'Ouganda dont les commandes en produits pétroliers via le port de Mombasa sont assurées par le MV Uhuru I, construit en 1966.

RDC : 3 à 5 tonnes d'or exportées de janvier au 30 septembre 2023

D'après Mediacongo, de janvier au 30 septembre 2023, Primera Gold DRC S.A a exporté plus de 3 à 5 tonnes d'or ayant une valeur de 210 millions USD.

La société Primera Gold DRC S.A a indiqué qu'elle se procure de l'or auprès de 80 sites miniers artisanaux où 25 000 chercheurs travaillent pour 18 coopératives minières.

« L'objectif de Primera Gold DRC S.A est de capturer, dans les jours à venir, 100 % de l'or artisanal extrait en RDC et qui échappe encore au circuit officiel », résume Mediacongo avant d'annoncer que Primera Gold S.A est détenue à 55 % par le groupe Primera ltd basé à Abu Dhabi et à 45% par la RDC.

Primera Gold RDC S.A est entrée en activité en janvier 2023.

Actualité régionale préparée par

Mélance Maniragaba

Le Burundi est-il sur la voie de la coopération win-win ?

Le patron de la diplomatie burundaise s'est exprimé sur l'état des lieux de la coopération. Il dresse un bilan largement positif des sessions de dialogue avec l'Union Européenne. Le rétablissement de la coopération avec les pays occidentaux, la levée des sanctions, les promesses de financement, la contribution des partenaires au développement; tels sont les fruits du rétablissement de la coopération avec les pays qualifiés hier d'«ennemis» du Burundi

La levée des sanctions unilatérales contre le Burundi et certaines autorités est le fruit du dialogue entre l'Union Européenne et le gouvernement. C'est du moins les déclarations du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement lors de l'émission publique animée par les membres du gouvernement depuis Gitega-la capitale politique.

Albert Nshingiro estime que le réchauffement de la coopération avec l'Union Européenne a propulsé le dialogue à un autre niveau, en l'occurrence la coopération au développement du pays. Pour lui, les tractations en cours s'alignent avec le contenu du plan national de développement 2018-2027. Il tient à signaler que l'époque où les partenaires décident des programmes à financer est révolue. Pour le moment, ils interviennent dans la mise en œuvre des programmes qui répondent aux préoccupations de la population... ».



La levée des sanctions unilatérales contre le Burundi et certaines autorités est le fruit du dialogue entre l'Union Européenne et le gouvernement.

Et Nshingiro de nuancer : « En matière de coopération, il n'y a pas de petit pays. Nous allons continuer à collaborer avec les autres pays de manière à ce que chacun y tire son profit. Ne pensez pas que les pays qui nous aident ne poursuivent aucun intérêt. Le Burundi a de quoi offrir à d'autres pays. C'est ce qu'on appelle la coopération dans les deux sens pas une aide en sens unique ». Comme les accords de Cotonou ont déjà expiré, il est prévu la signature de nouveaux accords entre les pays ACP et l'Union Européenne. Cet événement tant attendu se

déroulera dans les îles de Samoa avant la fin de cette année.

Des promesses qui se font toujours attendre

Même si les pays membres de l'Union Européenne n'apportent pas d'appuis directs au budget général de l'Etat, Albert Nshingiro fait savoir que ces pays ont promis des financements au Burundi. Cependant, le décaissement de certains montants se fait toujours attendre. Et Nshingiro de citer un

montant de 200 millions d'euros annoncé par l'UE en marge de la visite du Chef d'Etat à Bruxelles lors du sommet UA-UA. Le ministre Nshingiro a rassuré la population qu'il va faire le suivi du dossier jusqu'au décaissement complet de ce montant. L'autre grande annonce de financement a été faite par les Etats-Unis pour une enveloppe de 400 millions USD sur 5 ans.

Le ministre burundais des Affaires Etrangères salue le retour des investisseurs étrangers et des touristes. Le flux d'investisseurs

étrangers est sans doute encouragé par la levée des sanctions, car quand les étrangers veulent investir dans notre pays ou le visiter, ils se renseignent sur la situation politico-sécuritaire et l'environnement des affaires. L'arrivée des touristes et des investisseurs est un signe révélateur que la situation se normalise.

Non à la coopération à sens unique

En ce qui concerne les financements extérieurs, le ministre Nshingiro révèle que le pays ne peut pas vivre de l'aide. « Nous sensibilisons nos partenaires à appuyer les programmes de développement au lieu de financer les activités qui relèvent de la souveraineté nationale ». Il fait allusion aux échéances électorales de 2015 au cours desquelles les bailleurs se sont désistés à la dernière minute. Le mieux serait d'apporter des capitaux étrangers pour investir dans le développement économique du pays au lieu de nous faire avaler des cadeaux empoisonnés.

Parfois certains partenaires financent des activités et imposent le modus operandi. Pour lui, les partenaires qui appuient la tenue des élections en s'ingérant dans l'organisation du scrutin sont à bannir. « Nous n'avons pas besoin de partenaires qui nous obligent comment nous respirons, comment nous vivons. Nous devons collaborer dans le respect mutuel en affectant les fonds dans les programmes et projets qui répondent aux besoins réels de la population », conclut-il.

Benjamin Kuriyo

SANTE

Les conditions de vie, détonateur de l'exode des médecins

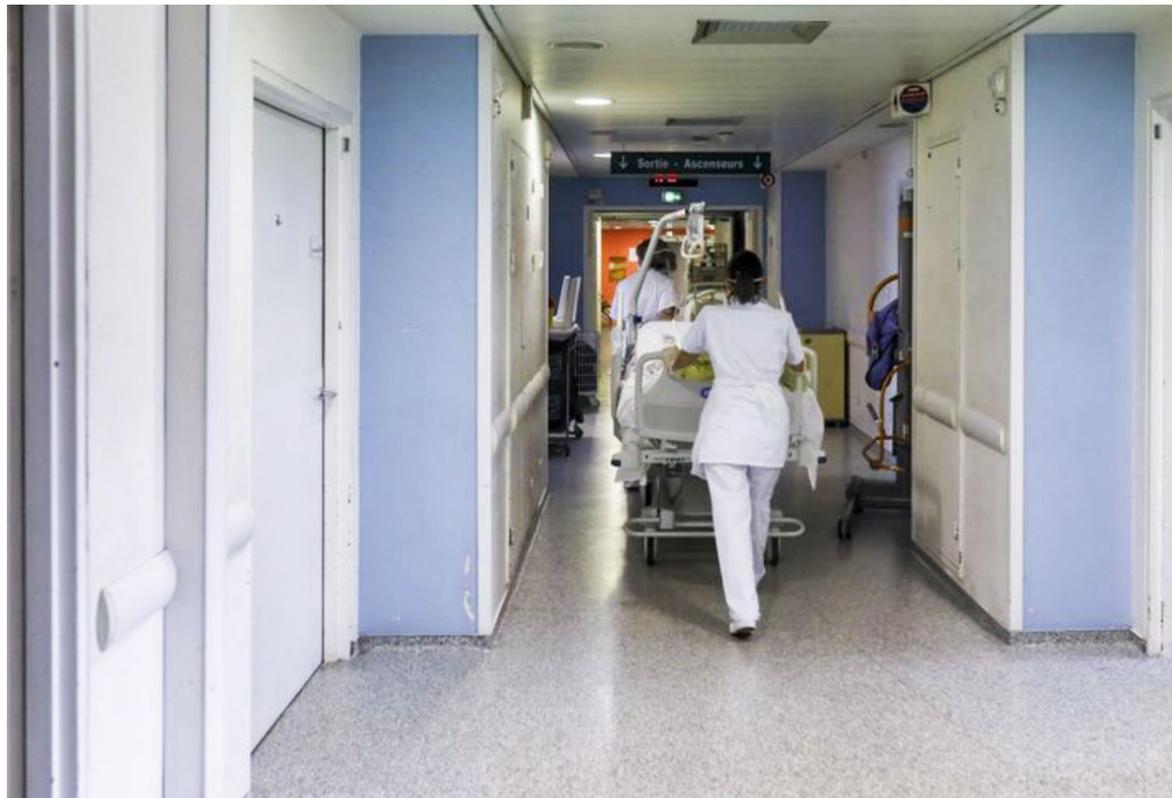
Une centaine de médecins ont déjà quitté le pays depuis 2020 pour aller chercher un ailleurs meilleur à l'étranger. Cela au moment où d'autres quittent les structures sanitaires publiques pour aller prester dans les structures sanitaires privées. Les conditions de vie de médecins seraient la cause de cet exode

« Une enquête a montré que 130 médecins ont quitté le pays depuis 2020 dans 80 structures sanitaires publiques », a déclaré le 19 septembre dernier Dr Sylvie Nzeyimana, ex-ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.

Contacté par téléphone, un médecin qui a quitté le pays parle des conditions de vie précaires qui sont à la base de ce phénomène fréquent au cours de ces trois dernières années. Cela malgré que celui-ci ne date pas d'aujourd'hui.

D'après ce médecin qui a gardé l'anonymat, le salaire mensuel de base d'un médecin généraliste n'atteint pas 100 mille FBu. Ce qui fait qu'en plus des primes, celui-ci ne peut pas toucher mensuellement la moitié d'un million de FBu.

Ce médecin indique que maintenant pas mal de médecins sont séparés de leurs familles parce qu'ils ont été affectés à l'intérieur du pays. Il déplore que dans de telles conditions, il leur est difficile de prendre en charge deux ménages.



130 médecins ont quitté le pays depuis 2020 dans 80 structures sanitaires publiques .

Pire encore, ils sont parfois obligés de se déplacer pour rendre visite à leurs familles. Ce qui n'est pas facile au moment où les patients à leur charge sont nombreux. Et d'insister : « Le mouvement des mutations est un casse-tête lorsqu'on veut prester à côté de sa famille. On te dira qu'un fonctionnaire signe son contrat pour travailler dans tout le pays. Pourtant, on ne tient pas compte des contingences pouvant surgir pour

des familles séparées dans ces jours où l'inflation ne cesse de grimper ».

Revoir les méthodes de recrutement

Selon « Alternatives humanitaires dans la fuite des cerveaux: l'exemple du secteur de la santé en Afrique subsaharienne », les pays les plus pauvres sont les plus touchés par

la fuite des cerveaux, un secteur qualifié de peu développé.

Les facteurs qui encouragent la fuite des cerveaux selon ce médium sont notamment l'instabilité politique, l'instabilité économique et l'instabilité sécuritaire.

Ainsi, lit-on dans « Alternatives humanitaires », la fuite des cerveaux interne est facilitée par

les méthodes de recrutement des ONG internationales œuvrant dans le secteur de la santé. Celles-ci proposent des salaires plus attractifs et parfois de meilleures conditions de travail que les hôpitaux publics locaux. Ce qui occasionne la pénurie de la main-d'œuvre.

Trois types de fuite de cerveaux répertoriés

Il existe la fuite des cerveaux externe. Celle-ci concerne le départ à l'étranger de jeunes qualifiés formés dans leurs pays d'origine. Un autre type de fuite des cerveaux est celui dit interne qui est en rapport avec les mouvements au sein même d'un pays de personnels qualifiés du secteur public vers les ONG ou le secteur privé. Enfin, la fuite des cerveaux dite circulaire qui est caractérisée par une émigration de courte durée. Ce qui permet aux migrants de travailler et de se spécialiser pendant quelques années, avant de rentrer dans leur pays d'origine.

Les solutions proposées pour faire face à la fuite des cerveaux dans le domaine de la santé sont notamment l'augmentation du budget accordé au secteur, former davantage de professionnels de santé, créer des programmes de formation spécialisée dans les cursus médicaux, promouvoir des associations de professionnels de santé. Cela afin d'instaurer une forme de solidarité professionnelle et structurer la profession médicale au niveau national.

Mélanche Maniragaba

L'accès aux soins de santé n'est pas à la portée de toutes les bourses

La population s'inquiète du fait que le coût des médicaments est élevé. Ce qui la pousse à pratiquer l'automédication malgré que celle-ci soit dangereuse. Le fonctionnement des pharmacies émaillé de pas mal d'embuches et le commerce ambulancier des médicaments aggrave la situation. Cela se fait au vu et au su du régulateur



La population s'inquiète du fait que le coût des médicaments est élevé. Ce qui la pousse à pratiquer l'automédication malgré que celle-ci soit dangereuse.

Les prix des médicaments sont élevés. Depuis le 1er novembre 2021, les tarifs des soins médicaux dans les hôpitaux privés et autres structures sanitaires privés ont été revus à la hausse à hauteur de 30%. A titre illustratif, la consultation en médecine générale est passée de 5000 FBu à 8 000 FBu.

En médecine spécialisée, elle est passée de 10 000 FBu à 15 000 FBu. Les gestionnaires de ces structures de santé qui se sont entretenus avec Burundi Eco expliquent que les coûts des médicaments sont fixés proportionnellement aux prix à l'importation qui sont élevés.

L'Association pour la Promotion de la Médecine Libérale (APROMELI) fait savoir que si les hôpitaux et les cliniques privés n'agissent ainsi, les conséquences devraient être fâcheuses. Ils risqueraient de tomber en faillite par manque de matériels ou d'outils de production importés, car le calcul des coûts de production des services de soins n'est pas corrélé avec les charges des structures médicales.

La population déplore cette situation. Elle fait remarquer que le coût des médicaments est actuellement insupportable au regard de ses revenus. Les gens qui ne travaillent pas dans les organisations qui prennent en charge leurs soins de santé ont donc des difficultés pour se faire soigner, car les médicaments sont chers.

Certains perdent leur vie suite au manque de soins de santé

« C'est pour cela qu'il y a des gens qui perdent leur vie parce qu'ils n'ont pas de moyens financiers pour se faire soigner », se désolent certains habitants contactés dans la municipalité de Bujumbura. Ce qui prouve cela est qu'il y a encore beaucoup de gens pris en otage dans certaines structures de soins de santé parce qu'ils n'ont pas d'argent pour payer les frais destinés aux soins, fustigent-ils. Ils disent que la majorité des gens vivent grâce à la bonté de Dieu, car s'ils tombent malade, ils ne vont pas à l'hôpital. Ils implorent surtout la bienveillance du Messie pour être guéri.

Même les affiliés de la Mutuelle de la Fonction Publique se lamentent. Ils déplorent le fait qu'ils sont mal servis malgré que la MFP assure les primes qui varient entre 70 et 90% en fonction des soins offerts et des pathologies.

Même les affiliés de la MFP grognent

Des grognons de la part de ces affiliés fusent de partout. Ils expliquent que c'est difficile de trouver un médicament avec un bon de la MFP. Parfois, ils disent que les médecins prescrivent des médicaments qui ne figurent pas sur la liste des médicaments couverts par la MFP et qu'ils sont obligés de payer 100%. Le pire est qu'ils sont souvent contraints de payer des suppléments.

Suite aux difficultés liées à l'accès aux médicaments, les gens n'éprouvent pas l'envie de se faire soigner et recourt plutôt à l'automédication.

La majorité des gens n'hésitent pas de prendre une dose de quinine sans consulter un prestataire de soins. S'il se blesse ou sent une irritation à la gorge, il prend une dose d'Ibuprofène sans l'avis d'un médecin. Les détenteurs des pharmacies servent à l'aise toute personne qui se rend chez eux à la recherche des médicaments sans même exiger l'ordonnance d'un médecin. Leur priorité est d'écouler leurs produits et de gagner plus d'argent.

Quand l'automédication se taille la part du lion

« Nous ne sommes pas obligés d'exiger une ordonnance médicale », a indiqué une pharmacienne œuvrant dans la ville de Bujumbura. Un autre employé d'une pharmacie abonde dans le même sens. Pour ce garçon qui affirme que bon nombre de ses clients sont porteurs d'une ordonnance médicale, rien ne l'empêcherait de donner des médicaments à celui qui les demande même sans ordonnance médicale.

Pour lui, le demandeur sait souvent comment se servir des médicaments qu'il cherche. Cependant, il indique que la prescription médicale est obligatoire dans certains cas. C'est notamment pour les maladies chroniques comme le diabète, l'hypertension artérielle ou d'autres maladies exigeant la prise continue des médicaments.

« Oui, je peux vendre un médicament à quiconque le cherche. L'ordonnance n'est pas obligatoire. Mais il s'avère parfois nécessaire de s'informer sur les symptômes du patient et de lui donner des conseils d'utilisation », a expliqué une jeune pharmacienne.

Elle affirme qu'il y en a qui ne veulent pas écouter les conseils du pharmacien. Elle donne l'exemple des jeunes gens qui viennent demander le viagra pour être plus efficace lors des rapports sexuels. « Quand on tente de leur expliquer son

utilisation, ils préfèrent se rendre dans une autre pharmacie. Ils ne se contentent que des informations qu'ils ont recueillies de leur ligala », explique-t-elle sourire aux lèvres.

L'automédication, une pratique dangereuse

« L'automédication est une pratique très dangereuse », martèle l'ordre des médecins du Burundi dans les colonnes de Burundi Eco ces derniers jours. Il argue que prendre les médicaments qui ne sont pas prescrits par un médecin n'est pas différent de s'auto-empoisonner.

Pour montrer qu'il s'agit d'un réel danger, l'ordre des médecins du Burundi a choisi de donner des exemples parmi quelques médicaments les plus accessibles à la population. « Vous savez que le paracétamol est un médicament facile à trouver et qui est vendu à moins cher. Mais il s'agit d'un médicament extrêmement dangereux qui cause de nombreux décès », avertit-il.

Il indique que la consommation excessive de ce médicament cause l'hépatite fulminante, une inflammation du foie assez spontanée qui emporte la vie de la personne atteinte. Il pointe également du doigt les utilisateurs des médicaments utilisés comme antibiotiques ou antiviraux comme l'Ibuprofène.

« Il y a des personnes qui sont aujourd'hui obligées de faire faire la dialyse à cause de la prise de l'Ibuprofène », indique-t-il. En outre, certains médicaments, notamment les antimicrobiens perdent leur efficacité dans la lutte contre les microbes. Ce qui peut constituer un problème dans l'avenir.

L'automédication, un phénomène qui ne date pas d'aujourd'hui

Cependant, même si cet ordre des médecins rappelle aux Burundais que le médicament est un poison malgré son rôle curatif, il affirme que certains médicaments peuvent être utilisés sans prescription médicale. Et de laisser entendre que l'automédication n'est pas un

problème spécifique au Burundi. Il s'agit bien d'un phénomène très ancien et répandu dans le monde entier.

Toutefois, il existe plusieurs raisons qui sont à l'origine de l'automédication au Burundi. Il cite notamment le problème lié à l'éloignement des structures de soins ou à la pauvreté. « Peut-être que bon nombre de gens font recours à l'automédication à cause de l'insuffisance du personnel médical », dit-il. Pour lui, la pauvreté pourrait être une autre raison de ne pas fréquenter les structures de soins.

L'ordre des médecins du Burundi considère que blâmer les seules personnes qui pratiquent l'automédication serait injuste. Selon lui, il faut parler de façon globale. « Que chacun fasse tout ce qu'il doit faire pour essayer de changer la donne », dit-il.

Un prestataire de soins qui s'est entretenu avec Burundi Eco fait remarquer que c'est la raison pour laquelle les pharmacies sont devenues nombreuses. En mairie de Bujumbura, elles poussent comme des champignons.

Les parlementaires fustigent une prolifération des pharmacies en désordre

Les parlementaires s'inquiètent même de cette situation. Lors des questions orales adressées à l'ex-ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida Sylvie Nzeyimana, un des représentants du peuple s'est inquiété du fait que les pharmacies sont installées dans des endroits inappropriés. La conservation des médicaments inquiète plus d'un, car la plupart des pharmacies ne disposent même pas de frigos. Leur vétusté est aussi inquiétante de façon que toute personne peut douter de la qualité des médicaments qu'ils octroient à la population.

Le pire est qu'il s'observe encore des vendeurs à la sauvette qui exercent la commercialisation des médicaments en trompant la vigilance des policiers.

Normalement, les spécialistes en pharmacie font savoir qu'il est strictement interdit de vendre les médicaments n'importe où, car les médicaments exigent des conditions strictes de stockage, de température et d'aération. Selon toujours ces spécialistes, ces vendeurs sont exposés au soleil et à la pluie. La température influe sur la composition chimique des médicaments. Ils informent qu'un médicament mal conservé peut devenir un poison qui peut te coûter même la vie.

Que fait l'ABREMA ?

Ce qui est inquiétant est que cela se fait au moment où il y a l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments (ABREMA) dont le rôle est de protéger la santé publique par la promotion de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits tels que les aliments préfabriqués et emballés, les médicaments à usage humain, les produits cosmétiques et diététiques, les médicaments à base de plantes, les médicaments traditionnels, les dispositifs médicaux, etc.

De plus, il y a la loi portant réglementation de l'exercice de la pharmacie et de la vente des médicaments à usage humain. L'article 24 de cette loi stipule que nul ne peut importer les médicaments à usage humain destinés à être utilisés sur le territoire national que lorsqu'il a été expressément autorisés par le ministère en charge de la santé après avis de l'autorité de régulation. Et seuls les médicaments et autres produits pharmaceutiques régulièrement homologués au Burundi et répondant aux spécifications qui leur sont applicables peuvent être autorisés à l'importation.

L'article 119 de ladite loi stipule aussi qu'il est interdit à toute personne, même titulaire d'un diplôme de pharmacien tout débit, étalage ou distribution des médicaments à usage humain sur la voie publique, dans les foires, les marchés et les maisons d'habitation.

Jean Marie Vianney Niyongabo



***"Des livres de rapport qui captivent
l'esprit et inspirent l'innovation -
découvrez les impressions
chez Hope Design !"***

 (+257)22 27 59 44 (+257) 61 103 103/79 101 111  hopedesign@hopedesign.bi

 [Imprimerie.hopedesign.3](https://www.facebook.com/Imprimerie.hopedesign.3)  [@hopedesignimprimerie](https://www.instagram.com/@hopedesignimprimerie)  [hopedesign1](https://www.snapchat.com/add/hopedesign1)

 www.hopedesign.bi  Siègè: Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'EX-BINUB